

## CHUTE IMMINENTE DU RÉGIME LIBYEN

## Bruxelles prépare une Haye d'honneur pour Gueddafi

**Bruxelles s'est mise dans sa posture grave. Des jours qui comptent. De ceux qui sont destinés à s'inscrire comme des marqueurs de l'histoire. Du moins dans l'histoire. La raison : le dénouement proche, tout proche de l'affaire libyenne. Du cas Libye.**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les gorges profondes bruxelloises, généralement bien informées parce que téléguidées, instruites, disent toutes que le cas Gueddafi est scellé. Totalemment. Définitivement. Seules restent, selon elles, des modalités pratiques, une «trajectoire de solution», «un planning exécutif».

Chaque source y va de sa terminologie de sa phase, de son concept. S'entrecroisent les conceptions anglo-saxonnes,

directes, sans fioritures «Fakt and Fakt» et les expressions latines, pleines de nuances, de non-dits, de tartuferies, aussi.

D'où les ballons d'essai et les manipulations d'usage, maintenant. Des publications en sont devenues les réceptacles naturels, elles ne refusent plus rien. Elles prennent tout et publient tout, sans retenue, sans vérification, sans vergogne. Ainsi de «l'exil présumé» de Gueddafi. Plusieurs pays l'ont déjà «accueilli».

Russie, Chine, France, Italie, Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Sénégal, Mali, Niger, Suisse, Allemagne...

Pourtant Bruxelles ne pipe pas mot du destin du colonel. Les gorges profondes se conten-

tent – ce qui n'est pas rien – d'indiquer l'essentiel : la chute de Gueddafi et le démantèlement de son régime. Le reste est peu de choses. D'autant plus que la destination la plus probable du colonel dans peu de temps

déchu n'est pas très loin de Bruxelles. C'est La Haye. Tribunal pénal international. La capitale européenne, belge et de l'Otan le sait et ne le dit pas. Pas encore.

A. M.

## Le siège des radios et TV d'État visé par l'Otan à Tripoli

Un bâtiment situé dans l'enceinte du siège de la radio et de la télévision d'Etat à Tripoli a été visé par des raids de l'Otan tôt hier matin, a indiqué à la presse un responsable du régime. Par ailleurs, un bâtiment officiel du Congrès général du peuple (Parlement) a été détruit par l'Otan également hier matin, a constaté un journaliste de l'AFP. Ce bâtiment avait déjà été à moitié détruit par un raid il y a environ trois semaines. Dans la même enceinte, sont situés le

bureau du procureur général et deux autres bâtiments présentés comme des ONG s'occupant d'enfants, selon un responsable. Les bâtiments visés sont situés à environ 2 km à l'est de la place Verte, le centre de la capitale libyenne. L'Otan dirige depuis le 31 mars les opérations militaires en Libye lancées par une coalition internationale après plus d'un mois de révolte réprimée dans le sang en Libye et mène des frappes quasi quotidiennes sur la capitale.

## SUISSE

## Berne autorise l'ouverture d'une enquête contre Tripoli pour «prise d'otage»

**Le gouvernement suisse autorise l'ouverture d'une procédure pénale contre le régime libyen dans l'affaire des deux hommes d'affaires helvétiques qui avaient été retenus pendant près de deux ans en Libye, a annoncé hier le ministère de la Justice et Police.**

«Le ministère public de la Confédération (MPC, procureur général) peut ouvrir une enquête pénale pour prise d'otage et extorsion et chantage, contre la Libye, dans l'affaire des deux ressortissants suisses Rachid Hamdani et Max Göldi», expliquent les autorités dans un communiqué.

«Considérant qu'aucun motif de nature politique ne s'opposait à l'ouverture d'une procédure pénale, le Conseil fédéral a donné suite à la requête du MPC», précise le communiqué.

Le gouvernement a pris la décision durant sa séance d'hier.

Interrogée sur les modalités d'une telle procédure pénale et sur l'éventualité d'un jugement, une porte-parole du procureur général suisse a indiqué que «comme l'enquête en est à ses débuts, le bureau du procureur ne souhaite pas faire de commentaires».

Le MPC avait présenté sa requête au gouvernement en mars 2011, après que le ministère des Affaires étrangères suisse eut porté plainte contre X.

«Il serait possible de lancer en Suisse une enquête pénale, pour élucider les circonstances de l'enlèvement à l'automne 2009 (des deux hommes d'affaires helvétiques) Max Göldi et Rachid Hamdani», avait alors déclaré la présidente de la Confédération et chef de la diplomatie, Micheline Calmy-Rey, dans un entretien au journal dominical NZZ am Sonntag.

«La situation a fondamentalement changé pour nous : les deux otages sont rentrés chez eux, le consulat de Suisse à Tripoli est fermé et ne peut plus être attaqué comme cela s'est déjà passé. Aujourd'hui, nous sommes libres d'agir», avait-elle expliqué.

Les relations entre Berne et Tripoli s'étaient crispées après l'arrestation mus-

clée en juillet 2008 à Genève d'un des fils du leader libyen, Mouammar Kadhafi, qui avait par la suite retenu pendant près de deux ans deux Suisses sur le territoire libyen.

La Suisse avait tenté à plusieurs reprises de faire libérer ses deux compatriotes, qui s'étaient retrouvés bloqués au consulat de Suisse à Tripoli et qui avaient été retenus fin 2009 dans un lieu secret après avoir été attirés hors de la représentation diplomatique.

Max Göldi, le dernier des deux Suisses à avoir été libéré en juin 2010, avait passé plusieurs mois en prison.

Berne et Tripoli avaient signé l'année dernière un plan d'action pour normaliser les relations suite à la libération de M. Göldi, qui prévoyait une «compensation» de 1,5 million de francs suisses versée sur un compte bloqué en Allemagne.

Cet accord prévoyait également la constitution d'un «tribunal d'arbitrage» international pour enquêter sur les cir-

constances de l'arrestation d'Hannibal Kadhafi. Depuis le soulèvement contre le régime libyen, Berne a suspendu ce tribunal et gelé les éventuels avoirs du colonel Kadhafi et de son entourage.

En Suisse, Eric Stauffer, président du Mouvement citoyens genevois (MCG), un parti populiste, a de son côté déjà porté plainte en juin 2010 contre Hannibal et Mouammar Kadhafi pour prise d'otages avec demande de rançon, menaces et chantage.

## IRAK

## Cinq militaires américains tués

**Les violences ont fait au moins 25 morts hier en Irak, dont cinq militaires américains qui ont péri dans le centre du pays et 12 tués dans un attentat suicide à la voiture piégée au nord de Bagdad, selon l'armée américaine et les services de sécurité irakiens.**

Il s'agit pour l'armée américaine en Irak de la journée la plus meurtrière depuis une fusillade qui avait fait cinq morts sur une base américaine en mai 2009.

Dans un communiqué, l'armée indique uniquement que ces cinq nouveaux décès ont eu lieu «dans le centre de l'Irak».

Un responsable du ministère irakien de l'Intérieur a affirmé, de son côté, que cinq roquettes avaient été tirées à l'aube contre l'immense base américaine de Camp Victory, en périphérie de la capitale. Il a indiqué, par ailleurs, que les corps carbonisés de deux insurgés présumés avaient été retrouvés dans une voiture, suite à l'explosion vraisemblable d'une roquette à l'intérieur de ce véhicule.

Interrogé par l'AFP, le capitaine Dan Churchill, porte-parole de l'armée américaine, a refusé de dire si les cinq militaires avaient été tués par les roquettes.

Ces décès portent à 4 459 le nombre de militaires américains morts en Irak depuis l'invasion du pays en 2003, selon un bilan de l'AFP se fondant sur le site internet icasualties.org.

Il s'agit de la journée la plus meurtrière pour l'armée américaine en Irak depuis le

11 mai 2009, quand cinq militaires américains avaient été tués dans une fusillade à Camp Liberty, base voisine de Victory. Un sergent de l'armée américaine avait ensuite été inculpé pour ces meurtres.

Le centre de Tikrit, à 160 km de Bagdad, a, par ailleurs, été hier le théâtre d'une nouvelle attaque, la seconde d'envergure depuis vendredi.

Un kamikaze a fait exploser son véhicule vers 9h30 (6h30 GMT), au moment où un détachement de l'armée venait remplacer une force de police à l'entrée principale d'un complexe de palais de l'ancien régime et où se trouvent les directions locales de nombreux services de sécurité. L'explosion a fait 12 morts, dont neuf militaires et trois civils, et 20 blessés, ont indiqué, sous couvert de l'anonymat, un capitaine de l'armée et capitaine de la police. C'est dans ce même complexe théoriquement très sécurisé que se trouve la mosquée visée vendredi midi par un attentat qui a fait 19 morts et 72 blessés.

Tikrit, qui fut un des fiefs de l'insurrection sunnite après la chute de Saddam Hussein, a été ces derniers mois le théâtre de nombreuses attaques.

Le 29 mars notamment, un commando

armé d'Al-Qaïda a tenu tête plusieurs heures aux forces de sécurité en se retranchant dans le conseil provincial de Salaheddine.

Cette opération, qui avait fait 58 morts, demeure la plus meurtrière en Irak depuis août 2010. Plusieurs autres attaques ont, par ailleurs, fait au moins huit morts à Bagdad et Ramadi, à 100 km à l'ouest de la capitale, selon plusieurs sources de sécurité.

A Ramadi, des bombes ont explosé contre la maison d'un commandant de la police locale vers 3h (minuit GMT), tuant quatre membres de sa famille et en blessant deux autres, selon un responsable de la police locale. Les violences en Irak sont aujourd'hui sans commune mesure avec le niveau qu'elles avaient atteint lors des heurts confessionnels de 2006 et 2007, mais les attentats y sont encore quotidiens.

L'armée américaine compte toujours environ 45 000 militaires déployés en Irak qui se concentrent essentiellement sur des missions de formation et de conseil auprès des forces irakiennes et devront être partis d'ici la fin de l'année, conformément à un accord bilatéral entre Bagdad et Washington.

Depuis la fin de la mission de combat américaine le 31 août 2010, 41 militaires américains ont péri en Irak, selon icasualties.org.